

Daniel Bensaïd

Introduction à l'œuvre de Marx

Classes et mouvements sociaux

Quatrième et dernier texte, daté de 1992, attaché au cycle de formation sur les classes sociales intitulé « Introduction à l'œuvre de Marx » ¹/.

Le prolétariat n'a jamais été une classe homogène. La conscience de classe se cristallise, à partir d'expériences fondatrices, autour de secteurs qui incarnent pendant une période une certaine identité sociale.

Le mineur, le cheminot, le métallo ont été à leur manière l'image du prolétaire type. Les statistiques indiquent cependant qu'à partir de 1974 les effectifs des travailleurs industriels ont commencé à fondre pour la première fois depuis cent cinquante ans. La part des ouvriers dans le salariat a été réduite de 39 % en 1962 à 31 % en 1989. Des branches comme la métallurgie ou le textile ont perdu respectivement plus du tiers et du quart de leurs effectifs. Les entreprises de plus de cent salariés, dont le nombre était croissant jusqu'à 1973, ont régressé depuis cette date. De 1975 à 1989, un ouvrier sur cinq a disparu, leur nombre reculant de 7,8 millions à 6,2.

Cette évolution macrosociologique s'est accompagnée d'une modification de la structure même de l'entreprise, vers ce qu'Alain Bihl appelle « l'usine diffuse » (déconcentra-

tion, délocalisation, décentralisation de la gestion, sous-traitance et travail au noir), l'usine fluide (gestion informatisée des flux et contrôle informatisé du travail), l'usine flexible (flexibilisation du temps de travail et des salaires, effort pour « démassifier » et diluer la classe ouvrière).

Parallèlement, le taux de syndicalisation chute spectaculairement. Ce déclin ne signifie pas la disparition du prolétariat, mais une profonde mutation interne. Sa colonne vertébrale industrielle s'affaiblit sans que de nouveaux secteurs soient encore venus prendre la relève et sans d'ailleurs que l'on sache sous quelles formes ils en auraient la possibilité. Cette situation de transition s'exprime dans l'érosion du sentiment d'appartenance de classe révélé par les enquêtes, en particulier dans la jeunesse. Plus généralement, les travailleurs, jeunes ou non, déclarent une perte d'intérêt pour la politique.

En même temps, l'activité gréviste a notablement chuté au cours des années quatre-vingt par rapport aux deux décennies précédentes. Avec 885 000 journées de grèves, l'année 1985 marque un plancher depuis la fin de la guerre. C'est dans ce contexte qu'Edmond Maire avait cru pouvoir déclarer que « la mythologie de la grève a vécu ». Les grèves de 1986-1988 lui ont infligé un cinglant démenti. Mais 1990 est à nouveau une année de faible activité. De plus, les conflits qui étaient cinq fois plus nombreux dans le secteur public que dans le secteur privé, entre 1983 et 1986, l'étaient huit fois plus entre 1986 et 1988.

Ces phénomènes sont d'autant plus importants que le mouvement ouvrier est rythmé lui aussi par des « générations ». Il y eut celle du Front populaire, de la Libération, de Mai 68... Depuis, les équipes militantes vieillissent, s'usent, sans qu'une nouvelle expérience

fondatrice ne fasse apparaître sur la scène une nouvelle génération.

S'agit-il d'une simple transition, de la relève d'une couche prolétarienne descendante par une couche montante? Ou d'une mutation plus décisive, aux conséquences aléatoires? Déjà, quatre salariés sur cinq restent en dehors des conventions collectives. Près du tiers des entreprises pratique l'individualisation du salaire et du temps de travail. La flexibilité, la nouvelle organisation du travail tendent à dissoudre les grandes solidarités. Selon Giovanni Arrighi, l'alternance entre ondes longues expansives et récessives se traduirait par une alternance dans le comportement social entre primat de la solidarité (dans les périodes expansives) et primat de l'intérêt catégoriel (dans les périodes récessives et défensives).

Redistribution des cartes

La crise redistribue les cartes et remodèle les hiérarchies. Elle n'écrase pas uniformément tout le monde.

Elle fait beaucoup de perdants, mais aussi des gagnants, portant une concurrence acharnée dans les rangs même des exploités. Les travailleurs doivent trouver leur riposte à cette agression. Patrons et syndicats cherchent aussi la leur. Les patrons en répondant à un besoin d'autonomie et à la désyndicalisation par la multiplication des canaux de dialogue et de coopération capital/travail, qui battent en brèche le monopole syndical : cercles de qualité, groupes « initiative et progrès », communication d'entreprise.

Les dispositions des lois Auroux, que l'on disait inapplicables à la SNCF, y ont été introduites après la grève de 1986. Dénonçant les formes de résistance traditionnelles comme périmées, certains syndicats s'efforcent de

¹/ Les quatre textes de ce cycle de formation « Introduction à l'œuvre de Marx » que nous avons retrouvés sont publiés sur ce site à l'année 1992 : « Classes, théorie et pratique », « Classes castes, bureaucratie », « Centralité prolétarienne et réformisme révolutionnaire », « Classes et mouvements sociaux ».

définir un « syndicalisme de service », redéployant son activité hors de l'entreprise (coopératives de consommation, mutualisme, assistance juridique).

Même dans l'hypothèse d'un « cycle » de la conscience et de l'organisation de classe, il faudrait envisager non la simple répétition, mais les changements irréversibles d'une boucle à l'autre de la spirale. C'est la question même posée par Jean-Pierre Terrail. Si la classe ouvrière ou le prolétariat ne sont pas voués à la disparition, quelle classe ouvrière ou quel prolétariat résulteront-ils du processus d'individualisation marchande croissante, de modification de la socialisation, de repli sur l'intimité de la sphère privée, de mobilité sociale (scolaire, professionnelle, géographique) accrue, déterminant un rapport de plus en plus émiétté et clientélaire au politique? Loin de garantir une « polarisation » de classe (comme ce fut le cas depuis le milieu du XIX^e siècle), la tendance du développement capitaliste serait-elle désormais (du moins dans les pays les plus développés) à la multiplication de plus en plus hétérogène des statuts hiérarchiques, à la reconstitution moderne des ordres et des états? Quel pourrait être l'effet à moyen terme de cette « transformation historique du mode d'individuation ouvrière » ?

Mouvement ouvrier, mouvements sociaux

Dans ce contexte, se développe le débat sur les rapports entre mouvement ouvrier et « nouveaux mouvements sociaux » ou « anti-systémiques ».

Le mouvement syndical d'entreprise, tel que nous le connaissons depuis la Seconde

Guerre mondiale, n'est pas un modèle ni le résultat d'une volonté délibérée. Les droits syndicaux dans l'entreprise n'existant pas, le mouvement syndical a d'abord existé en France, en Italie ou en Espagne, comme mouvement social territorial, autour des maisons du peuple, des Bourses du travail, des aténés culturels. Il n'était pas, tant s'en faut, un mouvement strictement revendicatif de négociation de la force de travail, mais tout autant un mouvement d'entraide sociale, d'alphabétisation et de culture. Les mouvements de femmes ou de soldats trouvaient parfois leur place dans ses murs. Il n'est devenu le syndicalisme restrictif que nous connaissons qu'en rapport même avec la mise en place du nouveau rapport salarial et du compromis fordiste dans l'entreprise.

Les « nouveaux mouvements sociaux » (on énumère ici pêle-mêle : mouvement des femmes, de la jeunesse, écologistes, nationaux ou ethniques, culturels, religieux, etc.) existent depuis longtemps. Ils ont connu leurs éclipses, leurs mutations, dont il serait d'ailleurs intéressant d'établir la courbe en rapport avec les évolutions du mouvement ouvrier lui-même. Ils ne sont pas par nature « anti-systémiques ».

Il existe un mouvement écologiste révolutionnaire, un mouvement écologiste réformiste et un mouvement écologiste réactionnaire ; il existe une écologie politique critique et une écologie naturaliste conservatrice. Il existe un féminisme révolutionnaire et un féminisme réformiste, qui au nom du parallélisme étanche entre lutte des classes et lutte des sexes, s'accommode de la social-démocratie comme d'un moindre mal, même si les politiques d'austérité, de restriction des budgets publics, pèsent très directement sur la condition des femmes...

Les auteurs du *Grand Tumulte*^{2/} critiquent l'hégémonie du mouvement ouvrier dans l'opposition anticapitaliste et dénoncent l'impasse des solutions tournées vers l'État. Développent-ils une stratégie alternative? Immanuel Wallerstein propose de renoncer à l'utopie des programmes globaux au profit de coalitions thématiques ponctuelles entre les divers mouvements de contestation. C'est aussi la position de Claus Offe qui suggère de chercher d'autres espaces de pouvoir que l'espace étatique. Giovanni Arrighi et Gunder Frank insistent sur le fondement sociologique de ce changement de cap. La montée en puissance de la centralité ouvrière aurait été liée à l'expansion du capitalisme classique. Ce fut l'ère des partis et des syndicats de masse. L'homogénéisation du prolétariat escomptée par Marx n'ayant pas eu lieu, la triple tendance à la délocalisation industrielle, au remplacement du travail manuel par du travail intellectuel, et à la montée du travail féminin et immigré, provoquerait une dépoliarisation propice à la conquête de pouvoirs et de nouveaux espaces de pouvoir qui ne soit pas le Pouvoir.

On retrouve ici, comme chez André Gorz, le thème de l'hégémonie selon lequel la capacité à conduire un changement radical de société devrait s'inscrire dans les pores même de la vieille société par le développement politique et culturel d'une contre-société. La question est en effet capitale et on peut se demander dans quelle mesure l'atomisation du collectif de travail et la privatisation de la consommation et du loisir, n'annihilent pas irrévocablement cette capacité. Mais ériger en stratégie la coalition des nouveaux mouvements sociaux ne revient-il pas à théoriser une impasse et à éluder la véritable difficulté? Comment en effet des travailleurs mutilés quotidiennement par

^{2/}Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder-Frank, Immanuel Wallerstein : *Le Grand Tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, « Textes à l'appui »-La Découverte, série Économie, 1991.

le travail, soumis au despotisme de l'entreprise et au fétichisme de la marchandise, seraient-ils capables d'inventer un temps libre désaliéné ?

On tourne en rond.

Cette démarche, qualifiée par certains de « réformisme fort », ne résout ni le problème du fondement du fétichisme dans le rapport d'exploitation, ni celui de l'État en tant que verrou et garantie de reproduction du rapport social d'ensemble. Quand Claus Offe souligne que les nouveaux mouvements sont avides d'autonomie davantage que de nouvelle représentation, c'est encore faire de nécessité vertu. Les « coalitions » thématiques ou arc-en-ciel prônées par Wallerstein, peuvent tout aussi bien déboucher sur une pratique, somme toute assez traditionnelle, de pression (ou *lobbying*) qui ne serait jamais, sur le marché parlementaire, que l'expression de l'effritement catégoriel sur le marché du travail.

De même, en proposant d'abandonner « la réduction simpliste du pouvoir politique à l'État », Alain Bihr présente des voies de renouveau qui semblent conduire tout droit à de vieilles ornières.

Il s'agirait :

– d'une réduction massive et modulée du temps de travail vers son dépérissement ;

– de l'institution d'un revenu social garanti, marquant « un degré supplémentaire dans la socialisation du salaire » par rapport à l'actuel salaire indirect ;

– de la « constitution progressive d'une véritable économie alternative » (entreprises à

finalité sociale et à fonctionnement autogestionnaire) ;

– d'une « déconnexion » du marché mondial, non à l'échelle désormais inopérante d'une planification protectionniste nationale, mais à l'échelle des « systèmes d'États ».

Ces objectifs seraient poursuivis par le biais d'une « stratégie de contre-pouvoirs », visant non plus à investir le pouvoir central de l'État, mais à développer de nouveaux espaces de pouvoir, à reconquérir une autonomie des mouvements sociaux, à « délégitimer » l'État existant et à « neutraliser sa violence répressive » par une politique de la non-violence.

Dans plusieurs articles, Lucien Goldmann avait en son temps avancé l'hypothèse cohérente d'un « réformisme révolutionnaire » (il employait la formule), selon lequel la dynamique de la révolution socialiste se rapprocherait désormais de celle des révolutions bourgeoises, jusqu'à relativiser l'idée de rupture. L'élargissement de la couche des ouvriers qualifiés et techniciens, l'élévation moyenne du niveau de qualification et de culture auraient fourni la base d'un processus de construction de contre-pouvoirs autogestionnaires dans le cadre même des rapports capitalistes, jusqu'à conformer une hégémonie prolétarienne préalable à la conquête du pouvoir politique. Cette vision optimiste reposait sur une extrapolation des tendances sociologiques à l'œuvre pendant la période d'expansion longue. On peut la considérer comme démentie non seulement d'un point de vue théorique, mais par les mutations en cours.

Alain Bihr s'en rend d'ailleurs compte, qui s'en inspire, sans exclure toutefois le moment inéluctable de la rupture, de sorte que « le grand soir », chassé par la porte, revient obstinément par la fenêtre. Toutes ces tentatives posent un problème crucial ^{3/}. Celui de la capa-

cité du prolétariat à reconquérir son autonomie face à l'État, à transformer une « culture d'exclusion » et de résistance en culture de proposition, à poser concrètement sa candidature au pouvoir, non en tant que classe particulière, mais en tant que classe susceptible d'apporter une réponse cohérente à la crise des entités nationales ou transnationales. Gramsci a posé clairement le problème en termes d'hégémonie. Tel était bien l'enjeu de la discussion sur le front unique ouvrier au sein de la III^e Internationale ^{4/}. Pour Gramsci, l'hégémonie en question présupposait l'idée de la centralité ouvrière et, loin de l'exclure, impliquait l'horizon de la crise révolutionnaire, de l'affrontement politique central et de la rupture.

La classe prolétarienne exploitée (dont le terme « ouvrière » donne une image sociologique par trop restrictive) existe toujours, sans aucun doute. Mais de quoi est-elle (encore) capable ? Elle s'étend et se transforme, mais son « groupe central » connaît un effritement. Cette transformation pose problème quant :

1. *Au possible développement d'une conscience collective.* Certains marxistes de la II^e Internationale avaient manifesté un vigoureux scepticisme quant au développement spontané de la conscience de classe : Bernstein d'un côté, Lénine de l'autre, quitte à en tirer des conclusions opposées. Marx avait pris acte d'une contradiction réelle. Le capital produit son fossoyeur mais ce fossoyeur est en même temps mutilé et aveuglé par l'exploitation : uni par la résistance, il est divisé par la concurrence. Il voyait cependant un fondement sociologique au dépassement de cette contradiction : la concentration croissante du prolétariat et son homogénéisation. L'hypothèse est aujourd'hui discutée et discutée. Certains auteurs voient déjà les classes s'effacer à nouveau

^{3/} Alain Bihr, *Du grand soir à l'Alternative*, Paris, L'Harmattan, 1990 ; Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder-Frank, Immanuel Wallerstein, *op. cit.* ; et surtout, la plus constante et rigoureuse, celle d'André Gorz, de *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, en 1964, aux *Métamorphoses du travail*, en 1988.

^{4/} Perry Anderson, *les Antinomies d'Antonio Gramsci*, Paris, Maspero, 1977.

devant le retour des statuts hiérarchiques, des castes et des « états ». La problématique léniniste du parti d'avant-garde, de la crise révolutionnaire et de la métamorphose de la classe au cœur de l'événement historique, apportait un autre type de solution. La discussion sur ces deux tentatives de réponse et leur articulation éventuelle est aujourd'hui à reprendre, à la lumière d'un siècle d'expériences.

2. *À la capacité à agir au niveau européen ?* La même fragmentation qui opère à l'échelle de chaque pays opère internationalement : développement inégal et creusement des inégalités, concurrence accrue, nationalismes divers. Or la classe ouvrière n'a jamais pu se porter sérieusement candidate au changement de société en tant que force strictement revendicative, mais en tant que porteuse d'une réponse à une crise politique d'ensemble qui doit se résoudre par une redéfinition des territoires et des États. Il existe aujourd'hui une difficulté symptomatique à trouver des réponses fonctionnelles dans un cadre étatique national qui se réorganise à la fois par le haut (institutions européennes) et par le bas (régionalisation).

La démarche transitoire de Trotski, exprimée dans le *Programme de transition*, était l'aboutissement d'un débat sur le programme dans l'Internationale communiste. L'articulation des revendications dites transitoires s'est présentée depuis comme une radicalisation de la démarche réformiste planiste ou keynésienne : nationalisation sans indemnité, contrôle ouvrier, échelles mobiles, monopole du commerce extérieur... Il existait un langage commun entre la version sociale-démocrate de ces politiques, respectueuse du droit de propriété et des institutions, et la version révolutionnaire tendant à la rupture. Les discussions autour du *Programme commun de la*

gauche à la fin des années soixante-dix ont peut-être constitué le dernier avatar de cette problématique. La perte de crédibilité des politiques keynésiennes dans le cadre d'États nationaux débordés par l'internationalisation rejaillit en effet sur la démarche transitoire comme stratégie.

3. *Dès 1976, Berlinguer prêchait l'austérité aux travailleurs européens*, au nom d'une redistribution nécessaire des richesses au profit du tiers-monde. Les faits ont prouvé que l'austérité bénéficiait aux entreprises et à leur redéploiement, sans alléger le moins du monde le fardeau des peuples soumis au pillage et au développement du sous-développement. Mais dans le creusement planétaire des inégalités, qu'en est-il de « l'aristocratie ouvrière », dont Lénine avait introduit la notion pour tenter de rendre compte de la bureaucratisation du mouvement ouvrier européen ? Et qu'en est-il dans l'hypothèse de plus en plus vraisemblable de l'apparition d'un tiers-monde au sein même de l'Europe (Allemagne à deux vitesses, association de l'Europe de l'Est dans une confédération au rang de partenaire mineur) ?

4. *Le rapport d'exploitation et d'oppression demeure quotidiennement vérifiable. La conflictualité sociale ne s'éteint pas.* Elle se redéploie et renaît sous d'autres formes. Mais le « décalage » entre lutte sociale et représentation politique, entre la « société civile » et le « marché politique parlementaire et médiatique » est-il simplement conjoncturel ou plus structurel et profond ? La reproduction d'ensemble du capital réclame la redéfinition d'un système de représentation cohérent. La crise du syndicalisme fait pendant à la crise de la politique parlementaire et de son régime de partis. Le vieux système se délite chaque jour davantage, ouvrant des espaces inquiétants

au retour de comportements grégaires et mythiques dont témoigne la montée d'une nouvelle extrême droite, dont la France n'a plus l'exclusivité. La perte de légitimité des institutions héritées de la période fordiste et la poursuite de la crise économique et sociale se traduiront inéluctablement par un redéploiement de la conflictualité et une réarticulation des rapports entre le mouvement ouvrier (notamment syndical) et les autres mouvements sociaux et associatifs. Il serait vain de chercher à en dicter les formes artificiellement, avant même d'avoir pu accumuler de nouvelles expériences fondatrices. Il est possible en revanche de relever deux lignes de forces en fonction desquelles un projet révolutionnaire devrait chercher à orienter cette réorganisation :

– la reconquête systématique de l'autonomie des mouvements sociaux vis-à-vis de l'État (ou la désétatisation du mouvement ouvrier), sachant que cette issue ne débouche pas automatiquement sur une option révolutionnaire, mais peut aussi tomber dans les filets d'une néosocial-démocratie localiste et proudhonienne ;

– la reterritorialisation de la lutte des classes et la capacité du mouvement ouvrier à déployer son pouvoir de contestation du despotisme capitaliste, non seulement au niveau de la production dans l'entreprise (rapport salarial), mais à tous les niveaux de la reproduction sociale d'ensemble, prenant ainsi en charge, dans le respect de leur autonomie, les luttes des femmes, les luttes urbaines, les luttes écologiques, comme autant de dimensions nécessaires d'un projet cohérent de transformation sociale.

*Archives personnelles
1992*